

sociale, économique et morale semble peu modifiée. Prenons garde à ce que le prochain réveil ne soit pas aussi brutal, et à nous de déterminer quelles peuvent être les conditions du « à moins que » de Benjamin.

- 1 Plutarque, *La Vie de Timoléon*, XIV, 3.
- 2 *Ibid.*, (XXIV, 2).
- 3 Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- 4 Michel Dobry, « Février 34 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution française" », *Revue française de sociologie*, XXX, 1989.
- 5 On peut renvoyer au très intéressant ouvrage suivant : Pierre Tévanian, Sylvie Tissot, *Mots à maux – Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, Dagorno, 1998.
- 6 Résumée par exemple par Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Trotsky », introduction à Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ? (Écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*, Paris, Éditions de la Passion, 1993 (1^{re} édition 1973).
- 7 George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
- 8 Discutable par certains aspects, notamment quand il compare Pierre Poujade à José Bové, et dans ses conclusions, ce livre est intéressant pour sa description exhaustive des mouvements d'extrême droite en Europe depuis 1945 : Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire, Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002.
- 9 Ce projet s'appuie sur le Reich hitlérien mais aussi sur des références à Charlemagne, ou au Saint Empire romain germanique.
- 10 C'est le cas d'Ordine Nuovo de Pino Rauti au début des années 1960, qui exalte l'Europe hitlérienne, et exprime le souci de dépasser le cadre national, mais aussi à la même époque du mouvement Jeune Europe en Belgique. Dans le même temps, Oswald Mosley en Grande-Bretagne, fondateur dans les années 1930 de la British Union of Fascists (BUF), tente de créer lors d'un congrès à Venise un parti national européen, et rêve d'une Europe « troisième force » opposée aux États-Unis et à l'Union soviétique, dotée d'un gouvernement et débarrassée de la « dictature des monopoles capitalistes » et des syndicats.
- 11 P. Milza cite cet extrait révélateur de la revue *Europe-Action* de Dominique Venner (fondée en 1963), qui défend un « nationalisme européen » fondé sur l'« héritage occidental » contre un nationalisme français dépassé : « L'Europe est un cœur dont le sang bat à Johannesburg et à Québec, à Sydney et à Budapest, à bord des blanches caravelles et des vaisseaux spatiaux, sur toutes les mers et dans tous les déserts du monde. » Cette revue fournit les bases théoriques de la Nouvelle Droite, qui se constitue autour d'Alain de Benoist et du GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) en 1968.
- 12 Étant entendu que les allégations de R. Cukierman, président du CRIF, sur une supposée coalition rouge-vert-brun sont mensongères et diffamatoires, de même que les élucubrations de Taguieff et consorts sur « le nouvel antisémitisme ».
- 13 Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie, Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.

Définitions et délimitations

Annie Collovald

Politiste, Université Paris X

Le populisme : la catégorie de toutes les illusions mal fondées

Censée inscrire le FN dans une filiation politique (celle du boulangisme et du poujadisme), l'étiquette de « populiste » accolée au parti de J.-M. Le Pen pose de nombreuses difficultés : celle de postuler une toute-puissance des idées développées par un leader « charismatique », celle de l'incompétence politique des classes populaires ou encore celle d'un vote guidé par la frustration. Toutes concourent à une disqualification politique du « populaire » et sont solidaires d'une conception normative de la démocratie.

Les élections présidentielles de 2002 en ont témoigné : le « populisme » occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques pour désigner des phénomènes qui, à l'instar du FN, étaient jusqu'alors pensés comme relevant de l'extrême droite. Lancée par le philosophe politique Pierre-André Taguieff qui la réimportait des actuels débats américains sur la « nouvelle droite », la notion a été reprise d'abord par les historiens du « temps présent » dans sa première acception « national-populiste ». Celle-ci leur a permis de reconstruire une nouvelle filiation de droite dans laquelle le boulangisme et le poujadisme devenaient les précurseurs du FN. La mise en relation, par-delà les différences de contexte historique et de structuration sociale, de tels précédents ayant « raté » une inscription durable dans le jeu politique, venait certifier la conclusion dont ils ont fait leur marque professionnelle : l'inexistence de fascisme en France¹. Qu'à partir des années 1990, le terme de « populisme » se substitue à celui de « national-populisme » n'est pas sans effets. Fonctionnant comme une injure politique tout en prétendant au statut de catégorie d'analyse, le mot, dans les usages journalistiques ou savants qui en sont faits, mêle étroitement jugements en indignité et constats empiriques et renforce, en les systématisant, toute une série de présupposés non explicités.

Le « populisme » paraît certes pouvoir décrire un phénomène politique qui bouscule le clivage droite/gauche en empruntant à l'une et à l'autre de leurs traditions politiques tout en leur donnant une expression qui leur est étrangère : « solution autoritaire » *via* le pouvoir d'un leader et l'appel au « peuple », le tout

s'accomplissant par-delà toutes les médiations établies et contre les représentants politiques en place. S'il est rappelé parfois, comme précédemment, que la mobilisation s'effectue sur des propositions nationalistes, xénophobes sinon racistes, inentendues depuis longtemps sous cette forme (« préférence nationale », « la France au Français »), cette dimension tend à disparaître derrière la singularité des liens unissant le leader à ses adeptes. C'est cette caractéristique, réputée découler du « charisme » du chef, qui retient toutes les attentions et sert à rendre compte de l'engouement naïf ou subjugué des groupes populaires pour des thèses contraires aux idéaux démocratiques les amenant à commettre l'impensable et l'irréparable : voter en faveur du FN. On voudrait montrer ici combien cette conception des raisons du succès frontiste repose sur des illusions très mal fondées et avance des explications qui n'ont pour elles que l'apparence de la plausibilité scientifique. Non seulement elles appauvrissent considérablement la compréhension de ce qu'est concrètement le FN mais elles imposent une vision normative de la démocratie empêchant d'entrevoir les sources empiriques de sa vulnérabilité.

La mobilisation en faveur du FN : un effet de propagande ?

Ce serait donc le charisme de J.-M. Le Pen qui « alimenterait » la séduction de ses thèses auprès de groupes populaires. Cette idée conduit à trouver dans les discours de J.-M. Le Pen les « valeurs et les idées » censées définir ce qu'incarne et ce qui détermine le leader du parti FN (tout comme ceux qui mettent dans l'urne un bulletin en faveur du FN). Elle fait prendre à « la lettre » ce qu'il affirme être, sans s'apercevoir que ses discours publics sont des pratiques politiques et des stratégies de distinction contraintes par un système d'écarts dont les possibilités varient en fonction des autres partis politiques présents et en fonction des composantes internes du groupement qu'il rassemble. Cette attitude analytique, qui transforme des déclarations tactiques en véritables motivations, contribue à prêter au FN un sens unitaire et homogène (un mouvement « nationaliste et social ») en ne tenant compte ni de la pluralité de ses modes d'existence (le FN comme électorat, comme structure militante, comme direction, comme représentation que ses dirigeants en donnent ou que les autres lui confèrent) ni de la pluralité des lieux où il intervient (sur la scène publique, dans l'entre soi militant, dans les postes électifs qu'il occupe, dans des actions « coups de poing » en France et à l'étranger, dans la presse, dans les travaux savants) et des modalités sous lesquelles il intervient (directement ou indirectement, par lui-même ou par acteurs interposés, dans des discours mais également dans des élections, des manifestations et des interprétations savantes ou politiques).

Rappeler la pluralité et l'hétérogénéité des formes d'existence politique, c'est rappeler, contre ce qu'il en est dit, qu'il ne peut pas y avoir une seule explica-

tion, globale et générale, susceptible d'en rendre raison (la « crise » ou la « protestation sociale »), rappeler aussi qu'il existe des rapports différenciés au FN (et non un seul organisé par des valeurs) qui constituent précisément un enjeu majeur pour les dirigeants frontistes dont tout le travail politique est de les rassembler et les unifier symboliquement. Non seulement circonscrire la politique à une affaire d'opinions, de valeurs ou d'idéologie revient à penser dans les catégories de l'éthique et de l'idéologique des comportements qui leur sont souvent étrangers car mus par des rationalités pratiques (en « situation » et non en « raison ») entremêlant idéaux, croyances, calculs, et anticipations sur ce qu'il est possible et pensable de faire ou de ne pas faire. Mais cela revient aussi à accréditer ce que le FN à travers son leader prétend être et représenter : « exprimer les mécontentements populaires ». Sa prétention à porter les préoccupations populaires se voit ainsi ratifiée par d'autres que lui à un moment où tout son problème est justement de faire oublier son passé extrémiste, de refuser l'étiquette d'extrême droite et de se faire admettre dans le jeu politique, que ce soit sous la figure de la crainte et de la menace étant de peu d'importance.

Tout comme une cohérence est postulée entre les idées affichées et les pratiques politiques adoptées², l'émergence et la durabilité politique d'un tel mouvement sont recherchées dans la cohérence des idées et des valeurs entre le « chef » et ses troupes populaires et plutôt comprises comme un effet de propagande ou de communication, ce qui est, comme le remarquait un historien du nazisme, « plausible seulement en apparence ». Des travaux de sociologie politique classiques (ceux de Paul Lazarsfeld par exemple) ont déjà réfuté une telle manière de comprendre les préférences politiques en montrant que si endoctrinement il y avait, il ne convainquait que les plus convaincus³ ; mais des travaux d'historiens sur le nazisme (le régime où ce type d'analyse semble le plus aller de soi) en ont souligné toutes les limites. Des crimes effroyables pouvaient être déterminés non par adhésion à l'idéologie nazie mais par conformisme au groupe et accomplis par des « hommes ordinaires » et non par des idéologues nazifiés⁴. Des ralliements à Hitler pouvaient être motivés certes par des croyances mais des croyances placées non pas dans la magie de son verbe et de ses thèses mais dans des calculs politiques fondés sur son image d'« homme sans qualité » qui, à ce titre, laissait envisager qu'il pouvait être tenu et manipulé⁵.

De tels travaux prennent à contre-pied les explications ordinaires du « populisme » sur le « charisme » et sur les conditions d'acceptabilité de thèses extrémistes. Tout d'abord, les raisons du succès du FN ne se trouvent pas dans le FN mais dans la configuration politique dans laquelle il est inscrit. Contre cette forme de dépolitisation de l'analyse qui consiste à isoler le FN du reste du jeu politique

pour ne se focaliser que sur les seules relations entre le chef et ses troupes, c'est l'ensemble de la concurrence entre les élites politiques qu'il convient d'examiner pour repérer les transformations opérées entre hier et aujourd'hui dans ce qu'il est acceptable ou non de dire et de faire en politique. Sous cet angle, les réappropriations et retraductions multiples des thèmes comme la sécurité et l'immigration qu'ont accomplies depuis une quinzaine d'années les partis de droite et de gauche n'ont pas manqué de contribuer à la légitimation plus ou moins involontaire des thèses lepénistes en les posant en seuls problèmes centraux auxquels est affronté aujourd'hui l'ordre démocratique. Ensuite ces travaux montrent qu'il n'y a pas de disposition sociale à l'autoritarisme ou de détermination sociale à une orientation idéologique. C'est pourtant ce que mettent en avant les analyses électorales qui trouvent les causes du FN dans le ralliement de groupes populaires aux thèses de J.-M. Le Pen.

Les défauts autoritaires du populaire

La récurrence des rappels depuis 1995 que le FN est le premier parti ouvrier témoigne de cette inclination à expliquer la vigueur électorale du FN par sa nature ou son essence sociale. Plusieurs remarques s'imposent ici. Il est certes tout à fait plausible (et même certain) que donnent leur voix au FN des membres des classes populaires (même élargies aux employés et aux chômeurs dont il faut cependant indiquer pour ces derniers que leur catégorie de regroupement est purement administrative et qu'elle ne renseigne en rien sur leur appartenance sociale). Mais invoquer sans cesse le « populaire » conduit à le mettre là où il n'est pas forcément.

Insister comme les électoralistes s'y emploient sur le fait que 30 % des membres des groupes populaires sont électeurs du FN, taux-record supposé atteint lors des présidentielles de 1995, revient à prendre une minorité pour le tout de l'électorat frontiste (puisque, à suivre leurs chiffres, 70 % n'appartiennent pas aux classes populaires) et à homogénéiser un électorat qui, comme tout électorat, est composite socialement. Il convient d'ailleurs de rappeler que ce chiffre résulte de sondages « sortie des urnes » et non d'une réalité effective démontrée à partir de l'examen des bureaux de vote : sur cette base, le chiffre a été revu considérablement à la baisse (21 %). En outre, ce « peuple mis en oriflamme » est la part restante des diverses tactiques de dissimulation à l'œuvre parmi les professions indépendantes et les catégories intermédiaires ou supérieures dès que leur est demandé d'indiquer leurs préférences partisans, *a fortiori* pour un FN unanimement présenté comme socialement et politiquement indigne (rappelez encore que 30 % des personnes sollicitées refusent aujourd'hui de répondre à des sondages). Enfin, dernier oubli plus que malencontreux. Si l'on

veut bien admettre que le taux de pénétration du FN dans la catégorie sociale « ouvriers » est de 30 %, alors cela signifie que 70 % d'entre eux ont été sensibles à d'autres partis que le FN et que parmi l'ensemble des membres des classes populaires en mesure de voter ces chiffres « importants » n'en concernent qu'une maigre partie, la plupart ayant préféré l'abstention⁶. C'est ainsi l'abstention qui est le premier parti ouvrier et non le FN : c'est la relégation politique ou l'indifférence à l'égard de la politique qui structurent leur rapport à la politique et non l'acquiescement à une protestation autoritaire.

Reste que l'insistance des électoralistes « force » ainsi le FN à entrer dans les catégories populaires et, l'y ayant fait entrer, confère une reconnaissance populaire à des idées voire des idéaux qu'ils ont eux-mêmes posés comme exemplaires de la marque frontiste (ordre, sécurité, ethnocentrisme) ; ils transforment alors en « demandes populaires » les thèses autoritaires promues par J.-M. Le Pen avec une certitude d'autant plus grande que ces thèses, retravaillées en « lutte contre l'immigration ou l'insécurité », sont placées en haut des agendas intellectuels et politiques, qu'elles font débat entre commentateurs et hommes politiques et qu'eux-mêmes participent à leur élaboration sans s'apercevoir qu'ils sont influencés par la présence même du FN dans le jeu politique.

De telles analyses non seulement dotent d'un signe négatif le populaire en politique, mais le rendent totalement flou et indistinct. Non plus groupement d'individus soudés par des caractéristiques sociales précises et une culture politique spécifique, non plus figure porteuse grâce à ses porte-parole historiquement constitués de propositions ou revendications, mais figure anonyme et vague toujours en instance de révolte : « les gens d'en bas », les « désespérés », les « peu ou mal éduqués ». Le « populaire » est d'autant plus incertain qu'il est appréhendé à partir du miroir déformant de ses nouveaux représentants suppôtés (et de ses représentants les plus indignes politiquement et moralement). Il devient dès lors possible, et sans contradiction apparente, de porter des jugements contradictoires à usages alternatifs. Le « populaire » tend à être pensé à la fois comme compétent politiquement et mû par sa désespérance sociale, instinctuel et rationnel, émotif et porteur de demandes, très informé voire stratégique et incompatible avec la démocratie au nom de sa mauvaise assimilation culturelle des comportements attendus de citoyens responsables.

Une telle vision du populaire qui alterne (souvent dans le même texte) « misérabilisme » et « populisme » offre la possibilité non seulement de fluctuer en fonction du changement de conjoncture interprétative mais aussi de donner des gages « d'objectivité » par la modulation même des jugements, en exaltant ou

en dénigrant, en dénonçant ou en déplorant (et parfois en même temps) sans avoir forcément le sentiment de se contredire. Cette interprétation à bascule fait perdre du même coup aux différents groupes populaires toute existence morale. En les homogénéisant et présentant leur communauté reconstruite traversée de tensions contradictoires, le commentaire fait perdre de vue que des verrous moraux puissent être prégnants dans cette partie de la population et, partant, leur spécificité. Progressivement inculqués par l'histoire même du groupe ouvrier et par le travail politique de fidélisation qu'ont accompli ses porte-parole anciens grâce auxquels s'est conquise, contre les autres groupes sociaux, une autonomie par la délégation, ces verrous moraux portent le plus souvent à se réfugier dans l'abstention ou au désengagement multisectoriel (politique, syndical, retrait sur la vie privée) pour préserver une dignité menacée plutôt qu'à changer officiellement de représentants ou à revendiquer activement. Avec eux, disparaissent à la fois une éthique étrangère sinon contraire à celle proclamée par les catégories sociales « imposantes » et tout un pan de l'histoire sociale et politique des décennies précédentes au profit d'un « présent » ou d'une « actualité » politique défaite de son passé.

Le retour de thèses explicatives contestables

Un argument explicatif est dès lors avancé pour rendre compte de cet engouement populaire pour le FN : le déclassement ou la frustration sociale.

Les mêmes causes étant supposées produire les mêmes effets quelles que soient les époques, le FN, à l'instar de ses devanciers, boulangiste et poujadiste, ne recevrait, en effet, le soutien que de mécontents, souvent des victimes directes des progrès évoqués. L'argument du déclassement et de la frustration qui tient d'autant mieux qu'il a été très largement convoqué pour expliquer les succès du nazisme (les chômeurs ou les « perdants de la modernisation » auraient été les premiers à soutenir Hitler dans sa montée au pouvoir) et qu'il est devenu une sorte de lieu commun sur les candidats à la rébellion ou à l'extrémisme politiques, outre qu'il invite ici encore à se désintéresser des différentes élites sociales et politiques pour ne retenir que les sans grade et les dépossédés ou en voie de l'être, ouvre sur une explication naturaliste ou étiologique des comportements politiques davantage que sur la restitution des diverses déterminations pratiques qui les ont impulsés. Ainsi que l'a montré A. Hirschman⁷, le mécontentement ne peut entraîner une mobilisation puisque, loin de la précéder, il en est une des conséquences. De plus, le schème du déclassement, tel qu'il est employé ici, est la traduction, au plan de l'analyse, des jugements en illégitimité tenus sur ce qu'est censé représenter le « populisme » (un mouvement honteux, rétrograde, archaïque, menaçant pour la modernité) et ce que sont les groupes

populaires (peu réflexifs, peu éduqués, etc.). Si c'était bien la frustration sociale qui était au principe de la mobilisation en faveur du FN, alors on devrait s'étonner devant l'extrême faiblesse du score frontiste et non devant son ampleur. En effet, la société française compte aujourd'hui entre 8 à 9 millions d'ouvriers et de chômeurs auxquels s'ajoutent les 3 millions de personnes qui sont au seuil de la pauvreté tout en occupant un emploi. Entre 11 et 12 millions de personnes connaissent une vie sociale fragile et un mal-être économique. On ne compte pourtant que 5 millions d'électeurs FN (dont seulement un tiers relève de ces catégories « mal intégrées » ou « frustrées »).

L'explication par la frustration a tout, dès lors, d'une projection incontrôlée de l'imaginaire d'une élite sociale sur les groupes les plus dominés, projection qui rassure moralement. Il est plus confortable en effet de penser que ce sont les plus « pauvres » en toutes sortes de ressources (économiques, sociales, culturelles) qui se retrouvent dans un parti grossier et indigne comme le FN plutôt que les membres de classes supérieures diplômées et « modernes ». Elle autorise de renvoyer dans l'analysé à la fois les autres catégories sociales qui votent pour le FN (petits commerçants et petits patrons, cadres supérieurs du privé) et qui, elles, n'obéissent pas à la logique supposée de la désespérance sociale, et le travail de fidélisation politique accompli par le FN et ses centaines d'élus au fur et à mesure de leur implantation locale et de leur présence politiquement forte dans certaines régions de France (Nord-Est et Sud-Est). Elle autorise surtout le retour de théories explicatives, depuis longtemps contestées dans d'autres secteurs savants, et qui acquièrent, dans la conjoncture interprétative marqué par le « populisme », un crédit scientifique inespéré : « l'autoritarisme des classes populaires » empruntant son vernis scientifique à la « personnalité autoritaire » d'Adorno et aux réflexions de S. Lipset. Cette théorie se conjugue avec celle tenue par les institutionnalistes s'intéressant au « populisme » et qui, eux, ressuscitent pour l'occasion l'idée ancienne de « l'ingouvernabilité » des démocraties lorsqu'elles sont soumises à une « surcharge » de demandes populaires. Cette problématique de l'ingouvernabilité, dans les années 1970, circulait parmi les politistes américains et dans le huis clos des cabinets ministériels pour préconiser de limiter les « excès de démocratie » (excès de libertés d'opinion, excès d'occasions de manifester ou de revendiquer, etc.). S'affichant désormais publiquement, elle devient une justification (vite utilisée par les responsables de partis politiques de gauche et de droite) soit de l'impuissance des hommes politiques à mobiliser des soutiens élargis (l'abstention, longtemps signe d'une carence démocratique, a pu être ainsi la marque d'une démocratie paisible et pacifiée comme les commentaires l'ont avancé lors des élections européennes de 1999) soit des nécessités de ne

pas tenir compte des « émotions populaires » (le terme a été employé par L. Jospin lors du règlement de la mobilisation des SDF en 1997). Le FN en ressort alors transformé : non plus le « révolutionnaire violent » ou le « fasciste déloyal » des origines mais un parti en appelant « au peuple », voulant véritablement lui redonner une place de choix, en quelque sorte un parti « trop démocratique » ou « antidémocratique » pour cause de surenchère démocratique⁶.

Une vision normative de la démocratie

Au bout du compte, on ne le voit pas plus comme injure que comme catégorie d'analyse, le « populisme » n'est pertinent. Le mot valorise plus qu'il ne stigmatise, il aveugle plus qu'il n'éclaire ce qu'est concrètement le FN et ce à quoi la démocratie est vulnérable. Et d'abord parce que les usages qui en sont faits imposent une vision normative du jeu démocratique.

Si l'on examine ses pratiques politiques plutôt que ses discours, ressurgit un FN désaccordé avec l'image qui lui est prêtée. Contrairement aux conclusions vite admises qui le montrent « populaire » à la base, « notabilisé » dans sa représentation au prétexte qu'il a accepté de se plier aux règles du jeu électoral à l'inverse du temps de son passé groupusculaire, il continue à travailler une radicalité venue de son passé et des différents groupements politiques qu'il continue à rassembler : liaisons avec des groupes extrémistes radicaux en France ou à l'étranger, avec des personnalités au passé et au présent idéologiques plus que « sulfureux », entretien d'un militantisme ultraviolent que ce soit par le vocabulaire utilisé pour décrire les « ennemis », par les armes employées contre eux et par ses modes d'action⁷. Ne retenir que l'un ou l'autre de ces deux aspects du FN serait cependant une erreur : il est les deux à la fois. Ce double visage qui est aussi un double jeu constitue son identité politique concrète et révèle une particularité inaperçue : les cadres du FN sont des professionnels expérimentés à la fois dans l'hostilité à la démocratie et dans les règles du jeu démocratique. C'est cette dualité qui leur offre un répertoire d'actions et de justifications bien plus ouvert que ce qu'il ne semble de prime abord et surtout bien plus corrosif sur les croyances démocratiques voulant que le passage par le suffrage universel acclimate ceux qui en usent à la démocratie.

Pris par le mot de « populisme », et d'autant plus prisonniers de la signification qu'ils lui ont donnée qu'elle reçoit un assentiment élargi de la part de leurs pairs et de ceux avec lesquels ils sont en concurrence, les « experts » en populisme concentrent leur attention sur le cas exemplaire qu'ils se sont choisis, le FN. Or ils s'apercevraient, s'ils élargissaient leur focale, que le « populisme » n'est pas l'apanage des formules autoritaires : elle est une stratégie

politique de nouvel entrant dans un jeu politique démocratisé marqué par la quête des suffrages et du plus grand nombre et suppose pour avoir quelques chances d'être habitée avec succès, un travail politique de vraisemblance de la part de ceux qui l'adoptent visant à créer le « peuple » mobilisé pour mieux rencontrer les préoccupations concrètes. Le « populisme » en ressort beaucoup moins pathologique ou exceptionnel que ce qu'il en est dit : il devient une pratique politique ordinaire parmi d'autres pour des acteurs sans position affermie dans une compétition politique professionnalisée dans la lutte électorale mais aussi dans l'obtention de la reconnaissance du droit d'y participer.

Comment alors le « recours au peuple » a-t-il pu être à ce point aujourd'hui ressenti et compris comme une anomalie politique pour qu'il soit pensé et présenté sous la figure de l'extraordinaire et de la menace pour la démocratie ? Ce n'est plus vers le « peuple » que l'analyse doit se porter mais vers ceux qui l'invoquent en évoquant le « populisme ». L'on peut se demander si la fortune actuelle du « populisme » chez les interprètes de la politique n'indique pas une élévation symbolique du seuil d'accès à la parole politique autorisée allant dans le sens d'une délégitimation de tous ceux pour qui le peuple est une cause à défendre au profit de la légitimation de ceux pour qui le peuple est un problème à résoudre. Si l'on est bien loin de l'autoritarisme populaire, peut-être malgré tout n'est-on pas très éloigné d'une prétention politiquement autoritaire dont la particularité est de s'avancer sous l'aurole de l'expertise et de la science empiriquement fondée.

1. Collovald (A.), « Le "national-populisme" ou le fascisme disparu. Les historiens du "temps présent" et la question du déloyalisme politique contemporain » in Dobry (M.), *La Société française allergique au fascisme ?*, Paris, Albin Michel, 2003, à paraître.
2. Ce qui est déjà plus que problématique puisque dès lors les réalisations accomplies deviennent la conséquence logique d'un « programme » préexistant ou le résultat naturel des « intentions » préalables.
3. Lazarsfeld (P.), Berelson (B.), Gauder (H.), *The People's Choice*, Columbia University Press, 1944.
4. Browning (Ch.), *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.
5. Kershaw (I.), *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 1991.
6. Cf. Héran (F.), Rouault (D.), « La présidentielle à contre-jour : abstentionnistes et non inscrits », *Insee Première*, 397, 1995. Clanché (F.), « La participation électorale au printemps 2002. De plus en plus de votants intermittents », *Insee Première*, 877, 2003.
7. In *Face au déclin des petites entreprises et des institutions*, Paris, Éd. ouvrières, 1972.
8. Mény (Y.), Surel (Y.), *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, p. 21. Cette idée rejoint celle développée par P. Rosanvallon (la démocratie comme naturellement toujours tendue vers une réalisation impossible), *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple*, Paris, Gallimard, 2000.
9. Venner (F.), *Les Mobilisations de l'entre soi. Définir et perpétuer une communauté. Le cas de la droite radicale française (1981-1999)*, Thèse de science politique sous la dir. de P. Perrineau, Paris, IEP, 2002.